



Projet de budget 2027

À quoi joue l'État ?

À quoi joue la direction ?

Selon *Satellifacts*, France Télévisions envisagerait un plan de départs volontaires portant sur 1.000 emplois, soit plus de 11 % des effectifs. Cela permettrait de dégager 70 à 80 millions d'euros d'économies annuelles à partir de 2028, après avoir financé les départs en 2027.

Cette information n'a fait l'objet d'aucune présentation aux représentants du personnel. Elle est pourtant d'une gravité exceptionnelle. Supprimer 1.000 emplois ne serait pas un « simple » ajustement de gestion, mais une transformation profonde de France Télévisions, de ses métiers et de sa capacité à remplir ses missions.

Une équation impossible

Satellifacts décrit une situation à couteaux tirés entre l'État et la direction. Le ministère de la Culture réclamerait 47 millions d'euros d'économies supplémentaires en 2027 : 20 millions sur la création, 20 millions sur les programmes de flux et le sport, ainsi que 10 millions liés notamment à l'arrêt des matinales filmées de France 3 et à la réduction de la couverture TNT dans les zones montagneuses. 50 M€ économisés desquels il faut déduire le coût des programmes de remplacement pour arriver à 47 M€.

La PDG de France Télévisions refuse ce scénario et propose une alternative tout aussi mortifère : maintenir en 2027 le niveau du budget de 2026, mais supprimer 1.000 ETP afin de réaliser 70 millions d'euros d'économies structurelles dès 2028. À Matignon de trancher entre des coupes immédiates dans les programmes et des suppressions massives d'emplois l'année suivante.

L'État doit assumer ses décisions

À force d'imposer chaque année de nouvelles économies, l'État actionnaire organise lui-même l'impasse. On ne peut pas réduire continuellement les moyens tout en exigeant le maintien des antennes, de la création, du sport, de l'information, de la proximité, de l'Outre-mer, de l'accessibilité et du développement numérique.

L'État doit sortir de cette lâcheté institutionnelle qui consiste à réduire les ressources puis à laisser France Télévisions choisir seule les programmes, les activités, les implantations territoriales ou les emplois qui doivent disparaître.

Si le gouvernement considère que certaines missions de service public doivent être abandonnées, qu'il les nomme et qu'il assume publiquement sa décision devant les citoyens et le Parlement.

La direction ne peut pas se défaire

La direction de France Télévisions porte également une lourde responsabilité. Elle a décidé de rétablir l'équilibre financier en 2026, en une seule année, au prix d'un plan d'économies de près de 150 millions d'euros. Cette stratégie brutale affecte déjà les grilles de programmes, les moyens de fabrication, les rédactions, les antennes régionales et ultramarines ainsi que

